

NATIONS UNIES



UN LIBRARY
ADD 2335

CONSEIL DE SÉCURITÉ

DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-SEPTIÈME ANNÉE

2335^e SÉANCE : 25 MARS 1982

NEW YORK

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2335)	1
Adoption de l'ordre du jour	1
Lettre, en date du 19 mars 1982, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/14913)	1

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1^{er} janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

2335^e SÉANCE

Tenue à New York le jeudi 25 mars 1982, à 10 h 30.

Présidente : Mme Jeane J. KIRKPATRICK
(Etats-Unis d'Amérique).

Présents : Les représentants des Etats suivants : Chine, Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyane, Irlande, Japon, Jordanie, Ouganda, Panama, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre.

Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2335)

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 19 mars 1982, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/14913).

La séance est ouverte à 11 h 35.

Adoption de l'ordre du jour

L'ordre du jour est adopté.

Lettre, en date du 19 mars 1982, adressée au Secrétaire général par le représentant permanent du Nicaragua auprès de l'Organisation des Nations Unies (S/14913)

1. La PRÉSIDENTE (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu du représentant du Nicaragua une lettre par laquelle il demande que sa délégation soit invitée à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter la délégation du Nicaragua à prendre part à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

2. Je prie le chef du Protocole d'accompagner M. Daniel Ortega Saavedra, coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, dans la salle du Conseil et jusqu'à la table du Conseil.

Sur l'invitation de la Présidente, M. Daniel Ortega Saavedra (Nicaragua) prend place à la table du Conseil.

3. La PRÉSIDENTE (*interprétation de l'anglais*) : J'informe les membres du Conseil que j'ai reçu des

représentants de l'Angola, de Cuba, du Honduras et du Mexique des lettres par lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à prendre part à la discussion sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil.

Sur l'invitation de la Présidente, M. de Figueiredo (Angola), M. Roa Kourí (Cuba), M. Carías (Honduras) et M. Muñoz Ledo (Mexique) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.

4. La PRÉSIDENTE (*interprétation de l'anglais*) : Le Conseil de sécurité se réunit aujourd'hui pour donner suite à la demande contenue dans la lettre datée du 19 mars, adressée au Secrétaire général par le représentant du Nicaragua [S/14913]. Les membres du Conseil sont saisis des documents S/14908 et S/14909 qui contiennent le texte de deux lettres datées du 16 mars, adressées au Secrétaire général par le représentant du Nicaragua, et S/14919 qui contient le texte d'une lettre datée du 23 mars, adressée au Secrétaire général par le représentant du Honduras.

5. Le premier orateur est le Coordonnateur du Conseil du Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, M. Daniel Ortega Saavedra. Je l'invite à faire sa déclaration.

6. M. ORTEGA SAAVEDRA (Nicaragua) [*interprétation de l'espagnol*] : Madame la Présidente, je vous adresse ainsi qu'aux membres du Conseil mes salutations les plus sincères, ainsi que celles du peuple et du Gouvernement du Nicaragua.

7. Tout au long de l'histoire, l'humanité s'est livrée à une lutte constante pour obtenir des conditions de vie plus justes et meilleures. Dans le cadre de ce processus historique, l'Amérique centrale a été bouleversée ces derniers temps en raison de l'action permanente de ses peuples, qui ont été opprimés pendant des siècles et qui ont décidé de se libérer face à la résistance de minorités privilégiées résolues à arrêter les changements qui, tôt ou tard, devront affecter ces sociétés injustes.

8. Au prix de lourds sacrifices et de durs efforts, le peuple nicaraguayen est parvenu à rompre les chaînes d'un système brutal et inhumain le 19 juillet 1979, et au

prix de lourds sacrifices et de durs efforts, le peuple d'El Salvador, lui aussi, poursuit, en lui donnant une valeur toujours plus grande, une lutte qui a commencé il y a des dizaines d'années et qui a été réprimée et étouffée à plusieurs reprises, mais qui a toujours été juste.

9. On peut s'expliquer, jusqu'à un certain point, que des régimes corrompus et sanguinaires, comme celui de Maximiliano Hernández en El Salvador, aient assassiné plus de 30 000 Salvadoriens le 22 janvier 1932; on peut s'expliquer que la dictature somoziste ait massacré plus de 100 000 Nicaraguayens pendant 40 années de terreur pour se maintenir au pouvoir; mais il est une chose difficile à s'expliquer au regard de la logique : c'est qu'après Maximiliano Hernández et les Somoza, nous trouvons maintenant les différents Gouvernements des Etats-Unis d'Amérique pour leur accorder un soutien inconditionnel.

10. Les Nicaraguayens connaissent, par une dure et amère expérience, la politique des différents Gouvernements américains qui n'ont cessé d'appuyer tous les gouvernements antipopulaires. Ils ont harcelé et renversé des gouvernements dignes, et se sont livrés à des interventions armées contre notre peuple. Si nous racontions toutes ces injustices, on verrait qu'elles se sont répétées tout au long de notre histoire.

11. Au cours des dernières semaines de lutte de notre peuple, alors que Somoza bombardait, mitraillait et incendiait nos villes, à la dix-septième réunion de consultation des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains (OEA), les Etats-Unis ont prétendu une fois de plus, par l'entremise d'une force interaméricaine, faire approuver leur plan d'intervention au Nicaragua. Aujourd'hui, à quelques nuances près, l'histoire se répète, alors que le Gouvernement américain actuel fait tous les efforts possibles et imaginables pour se livrer à une intervention en Amérique centrale.

12. Lors du triomphe de notre révolution, malgré l'inconséquence, au regard de l'histoire, de la politique américaine, nous avons estimé — et nous avons fait des propositions dans ce sens — qu'il fallait normaliser les relations avec les Etats-Unis dans un cadre nouveau de respect et de coopération. C'est dans ce même esprit que je me suis rendu à Washington en septembre 1980, où j'ai vu le Président Carter, et je dois dire que nous avons été en mesure alors d'amorcer un dialogue constructif. Ce désir commun d'adapter et d'améliorer les relations entre le Nicaragua et les Etats-Unis a brusquement disparu lorsqu'en janvier 1981 le nouveau Gouvernement américain est arrivé à la présidence.

13. Le nouveau gouvernement devait alors faire face à la réalité d'une révolution victorieuse au Nicaragua et à la volonté des peuples opprimés qui étaient sur le pied de guerre en El Salvador et au Guatemala, bien résolus à obtenir des changements profonds dans tous

les domaines. Lourde de responsabilité pour le nouveau gouvernement qui, pendant la campagne électorale, avait annoncé entre autres choses qu'il entendait détruire la révolution au Nicaragua et arrêter coûte que coûte les changements dans la région de l'Amérique centrale; en effet, cette politique était contraire même à celle des alliés des Etats-Unis, car elle repose sur la brutalité plus que sur la raison.

14. Ces éléments de la campagne électorale n'auraient pas été tellement importants et seraient restés de la simple propagande si la politique du nouveau gouvernement s'était manifestée en termes réalistes, et surtout conformément à la responsabilité que sa grande puissance entraînait.

15. Mais la réalité fut dure, presque dramatique, lorsque les annonces faites pendant la campagne électorale commencèrent de se transformer rapidement en faits. Agressions économiques, menaces verbales, plans de déstabilisation, tolérance, voire connivence, à l'égard des activités armées des contre-révolutionnaires par les Etats-Unis, ce sont là certains des actes favorisés par le Gouvernement des Etats-Unis actuel depuis 14 mois qu'il est au pouvoir, et ce contre un pays d'hommes et de femmes simples, décidés à relever leur patrie et qui ne représentent aucune menace pour les intérêts nationaux du peuple américain.

16. Par ailleurs, la reprise de l'aide militaire sous forme d'armes, d'entraînement et de conseils à l'armée et aux forces de sécurité d'El Salvador, a été la seule réaction du gouvernement à la crise salvadorienne; ainsi se trouvait compromis une fois de plus le Gouvernement des Etats-Unis dans une cause perdue et injuste, ainsi se trouvaient compromises les valeurs et la force morale qui étaient à l'origine des Etats-Unis d'Amérique.

17. La protestation contre cette politique erronée et dangereuse ne s'est pas fait attendre. Des peuples et des gouvernements sérieux ont rejeté les prétextes invoqués pour justifier l'appui américain à la cause immorale des assassins de modestes paysans, d'ouvriers, d'étudiants, de représentants des professions libérales, d'intellectuels, d'enfants, de femmes, de personnes âgées, de journalistes, de prêtres et de religieux. En effet, depuis toujours, il est clair que ce n'est pas le prétendu affrontement Est-Ouest qui est à l'origine des changements révolutionnaires au Nicaragua et de la lutte du peuple d'El Salvador et du Guatemala.

18. Comme je l'ai dit lors de la trente-sixième session de l'Assemblée générale, personne n'a jamais pu mettre en doute que les causes véritables de la lutte en Amérique centrale étaient déjà présentes avant même que les bolcheviques ne prennent le pouvoir dans la Russie des tsars, ou même que déjà, en 1912, les Etats-Unis appliquaient une politique erronée qui s'est manifestée au Nicaragua par l'intervention armée de

leurs marines, qui s'est heurtée à l'héroïque résistance de notre peuple.

19. La raison de la crise dans la région est évidente et les Etats-Unis ont une réaction si faible et si fautive que les gouvernements de pays comme le Mexique, le Venezuela et le Canada ont proposé l'adoption d'un programme global dépourvu de toute discrimination permettant de prendre des mesures économiques conjointes propres à atténuer les conflits sociaux et politiques que soulèvent les injustices économiques. Cette initiative n'a pas été accueillie comme elle aurait dû l'être par les Etats-Unis qui, dans la pratique, ont favorisé une politique unilatérale, limitée et exclusive laissant de côté la Grenade, Cuba et le Nicaragua, ce qui a affaibli l'effort général entrepris par les gouvernements précités et a rendu impossible toute réponse à la demande urgente émanant des pays d'Amérique centrale pour une aide de 20 milliards de dollars sous forme de crédits et de financement pour leur permettre de survivre au cours des cinq prochaines années.

20. A ce stade, nous pouvons affirmer que la politique du Gouvernement actuel des Etats-Unis est en désaccord avec les réalités de la région et que, en dépit de ce que d'aucuns peuvent dire, les menaces proférées contre la région lors de la campagne électorale ne constituaient pas une simple rhétorique électorale mais sont devenues une réalité de plus en plus cruelle.

21. La menée d'agressions clandestines contre notre révolution a aggravé la crise à tel point que l'agression contre l'Amérique centrale apparaît si imminente qu'elle nous a obligés à demander la convocation de cette réunion du Conseil.

22. Je ne puis m'empêcher de constater que depuis l'allocution que j'ai faite à la trente-sixième session de l'Assemblée générale, à laquelle j'ai transmis des propositions de paix concrètes au nom des révolutionnaires salvadoriens, la crise en Amérique centrale s'est accrue et les multiples efforts faits pour parvenir à la paix et à la stabilité politique dans la région ont été tenus en échec.

23. C'est en raison de l'évolution de ces événements que je me suis vu obligé de venir ici pour avertir les nations de la terre que la crise en Amérique centrale risque maintenant d'éclater de manière tragique.

24. Je me suis vu obligé de venir ici parce que l'opinion publique mondiale s'inquiète de plus en plus de l'évolution incertaine des événements en Amérique centrale.

25. Je suis venu ici parce que le Nicaragua n'a de pacte militaire avec aucun pays, parce que nous ne pouvons imaginer que l'insensibilité que montre le Gouvernement américain à l'égard du besoin de changements dans la région puisse provoquer une crise aussi grave et parce que nous ne voulons pas que

la juste lutte de nos peuples soit incorporée unilatéralement aux calculs géopolitiques des grandes stratégies mondiales.

26. Je suis venu pour lancer un appel à cet organe des Nations Unies parce que nous voulons trouver une autre solution que celle de mourir pour défendre notre patrie — car nous n'accepterons jamais d'être soumis par la force.

27. Je suis obligé de me présenter ici parce que je partage les préoccupations légitimes des hommes et des femmes qui, conscients de leurs responsabilités, font de grands efforts au sein du Congrès des Etats-Unis pour prévenir une intervention, parce que je partage la préoccupation légitime des médias les plus sérieux et les plus importants des Etats-Unis et du peuple américain — ses citoyens éclairés, ses dirigeants religieux, ses organisations civiques, ses intellectuels et ses syndicats — qui rejette l'idée de voir survenir dans son histoire un nouveau Viet Nam et qui partage le désir de paix du peuple nicaraguayen, et parce que nos deux peuples renferment au plus profond de leur mémoire historique les images de l'intervention et les souffrances de la guerre.

28. Nous avons demandé la convocation du Conseil pour des raisons graves et extrêmement urgentes et non pas pour utiliser cette tribune en vue d'insulter le Gouvernement des Etats-Unis. Nous ferons tous les efforts que le devoir nous impose pour éviter un conflit dont les conséquences seraient incalculables pour la région de l'Amérique centrale et qui risquerait même de compromettre la paix mondiale.

29. Avec l'appui moral de tout notre peuple, nous déclarons en toute sincérité et en toute simplicité que si nos fervents efforts de paix devaient échouer, rien, ni la volonté impériale, ni les menaces, ni les blocus, ni les invasions ne pourra arrêter la lutte historique que nous sommes prêts à livrer pour sauvegarder notre droit légitime à l'autodétermination. Nous sommes prêts en effet à lutter jusqu'au dernier homme et à verser jusqu'à la dernière goutte de notre sang. Ce n'est pas l'affrontement que nous voulons; ce que nous voulons, c'est la paix et la tranquillité, et c'est dans cet esprit que nous sommes venus ici.

30. Nous ne voulons pas dresser une liste ou faire un récit chronologique de toutes les agressions ou de toutes les manœuvres de déstabilisation auxquelles s'est livré le Gouvernement des Etats-Unis depuis l'arrivée au pouvoir du présent gouvernement. Nous nous bornerons à passer en revue les principaux événements survenus ces derniers mois pour donner un aperçu général qui permet d'affirmer que l'intervention en Amérique centrale est déjà en marche.

31. Nous voulons donc vous faire connaître l'existence des camps d'entraînement pour les contre-révolutionnaires somozistes en Floride, territoire des Etats-Unis, et les mauvais arguments juridiques invo-

qués par les autorités américaines lorsque nous avons demandé le démantèlement de ces camps qui existent en violation de la loi sur la neutralité, qui est une partie intégrante de la législation américaine.

32. Nous voulons que vous sachiez qu'il existe aussi au Honduras des camps de contre-révolutionnaires somozistes situés à la frontière avec le Nicaragua, où sont groupés près de 2 000 contre-révolutionnaires qui sont entraînés, armés et ravitaillés par des représentants de la section des opérations de la Division des affaires de l'hémisphère de la Central Intelligence Agency des Etats-Unis (CIA). A cet égard, malgré les déclarations publiques du Gouvernement hondurien relatives à sa neutralité, l'action de la CIA pour compromettre cette neutralité est de plus en plus forte.

33. Sachez encore qu'au cours seulement des cinq derniers mois, ces bandes armées de contre-révolutionnaires somozistes, qui opèrent à partir du Honduras, ont pénétré dans notre territoire où elles ont saccagé les villages de Raití, Alamicamba, Tusrutara Siki-Yari, au nord du département de Zelaya; elles ont également pénétré à El Espino, El Cuadro et Las Brisas, dans les départements de Chinandega et de Nueva Segovia, faisant 67 morts et 20 blessés parmi le personnel civil et militaire.

34. Aujourd'hui même, à 1 h 30, une attaque a été lancée depuis le territoire hondurien contre le poste frontière nicaraguayen d'El Espino, causant l'incendie des installations douanières nicaraguayennes. A 4 h 30, des bandes contre-révolutionnaires en provenance du territoire hondurien ont attaqué le poste frontière nicaraguayen d'El Sacatón, à 8 kilomètres au nord-est de la localité de Cinco Pinos, dans le département de Chinandega.

35. C'est pourquoi nous désirons informer le Conseil que, dans le département hondurien d'El Paraíso, à la frontière avec le Nicaragua, près de 700 anciens gardes somozistes sont regroupés dans différents camps. Dans le secteur de Cacamuya, il y a encore 60 contre-révolutionnaires et dans le département de Lempira, sur la côte atlantique du Honduras, à la frontière avec le Nicaragua, se trouvent plusieurs camps de contre-révolutionnaires somozistes où sont regroupés plus de 1 000 hommes. Depuis le 15 mars dernier, ces camps ont reçu d'importantes fournitures d'armes et de matériel de guerre, notamment des centaines de fusils FAL et M-16, des grenades de démolition et à fragmentation, les lances-grenades et des explosifs.

36. Il y a quelques jours, les informations de la télévision américaine ont présenté un documentaire où l'on pouvait voir des fonctionnaires des Etats-Unis et de l'Argentine — un bon nombre de ces derniers ayant été récemment limogés par l'armée de ce pays — entraîner des contre-révolutionnaires somozistes et des mercenaires latino-américains au Honduras.

37. Nous voulons que vous sachiez que, le vendredi 19 mars, M. Noel Ernesto Vásquez Gutiérrez a demandé asile à l'ambassade du Nicaragua au Honduras et a été ensuite privé de la protection de notre ambassade et séquestré par les autorités honduriennes. M. Vásquez a été en mesure de révéler aux médias de ce pays qu'il avait été recruté en Californie pour entrer au service des groupes contre-révolutionnaires somozistes qui opèrent en toute liberté au Honduras et que, dans les endroits où il s'est rendu, il a pu dénombrer jusqu'à 22 militaires argentins dirigés par le colonel Santiago Villegas, qui se consacrent à des activités de conspiration contre le Nicaragua. Maintenant, cette même personne, dans le cadre d'une manœuvre grossière et diffamatoire, est présentée dans un programme officiel de télévision des forces armées du Honduras où elle dit exactement le contraire, contrainte d'inventer une histoire où elle s'efforce d'impliquer le Nicaragua.

38. Sachez que, ces derniers temps, on a été témoin d'une recrudescence des actes d'agression de la part des unités de la marine de guerre du Honduras et d'El Salvador contre des bateaux de pêche nicaraguayens, qui ont fait deux morts et un blessé nicaraguayens.

39. Ces actes se sont principalement déroulés dans le golfe de Fonseca à la suite de la campagne de fausses accusations à propos du prétendu trafic d'armes entre le Nicaragua et El Salvador par cet itinéraire, ce qui a contribué à aggraver les tensions frontalières dans ces eaux.

40. Il faut également mentionner l'acte de provocation survenu le 21 mars, lorsque quatre avions Super Mystère des forces aériennes du Honduras ont attaqué un bateau nicaraguayen qui était chargé de la surveillance et de la protection de nos ressources marines dans les eaux territoriales du Nicaragua. Il est inconcevable que les porte-parole officiels du Département d'Etat, prenant parti, n'aient rien de plus pressé que de rapporter la raison de ces faits à l'armée du Honduras, au lieu d'adopter une attitude prudente de non-ingérence propre à contribuer à un relâchement de la tension entre le Honduras et le Nicaragua.

41. Sachez encore que les Etats-Unis ont décidé de construire en territoire hondurien des bases militaires aériennes et navales, la première dans l'île Amapala, et que ces jours-ci doit être signé le traité qui légalisera la présence militaire américaine en territoire hondurien. Ce fait, regrettable pour la paix et la sécurité de la région de l'Amérique centrale, est le résultat voulu d'une campagne persistante déchaînée contre notre pays à propos du prétendu renforcement des armements au Nicaragua.

42. Le Conseil doit savoir que l'ambassade des Etats-Unis à Tegucigalpa a reconnu officiellement, le 19 mars, que 72 militaires américains au moins se trouvaient actuellement au Honduras, nombre sans précédent dans ce pays.

43. Le contre-torpilleur *Caron* de la marine des Etats-Unis, équipé de matériel d'espionnage électronique perfectionné, a été repéré dans les eaux du Pacifique près des côtes du Nicaragua, en face du golfe de Fonseca, en mission d'espionnage, comme le Gouvernement des Etats-Unis l'a reconnu publiquement.

44. Il faut également savoir que, à la fin de février et au début de mars, M. Thomas O. Enders s'est rendu en Amérique latine dans le but d'organiser une prétendue force interaméricaine de paix prête à intervenir dans la région.

45. De plus, lorsque les journaux, revues et autres moyens d'information américains ont annoncé que le Conseil national de sécurité des Etats-Unis avait approuvé un budget de 19 millions de dollars pour favoriser des activités clandestines et de déstabilisation qui impliquent, entre autres, des sabotages économiques, des attentats, l'entraînement des groupes contre-révolutionnaires somozistes et la livraison d'armes à ces derniers, il ne s'est trouvé aucun porte-parole ou autorité quelconque du Gouvernement des Etats-Unis pour démentir ces informations. Au contraire, ceux qui en ont parlé les ont enveloppées de doute ou les ont confirmées. En outre, c'est aussitôt ces faits révélés que nous avons commencé à ressentir le terrorisme de façon concrète : bombes à bord de nos avions de transport de passagers et dans les aéroports civils, faisant morts et blessés; destructions de ponts et recrudescence des activités des bandes contre-révolutionnaires, comme ce fut le cas lors de l'opération "Noël rouge" dans le Río Coco, qui a coûté la plus de 60 de mes compatriotes ainsi assassinés.

46. Le Conseil doit savoir que depuis le 14 mars, des manœuvres se déroulent dans le commandement sud, dans la zone du canal de Panama, auxquelles participent des forces du territoire des Etats-Unis et de la 193^e brigade d'infanterie qui fait partie de ce commandement. Et des pressions sont exercées au sein de l'OEA pour faire adopter une résolution qui légaliserait l'intervention contre El Salvador et le Nicaragua.

47. Nous désirons indiquer aussi que, entre le mois de juin 1981 et le 11 mars de cette année, nous avons été victimes de 40 violations de notre espace aérien par des avions RC-135 des forces aériennes américaines. Voici la liste des violations aériennes que nous avons détectées : une le 28 juillet; deux les 3 et 25 août; quatre les 4, 11, 17 et 25 septembre; dix les 2, 9, 13, 17, 20, 22, 24, 25, 28 et 30 octobre; dix les 1^{er}, 3, 4, 5, 7, 10, 12; 14 et 16 novembre, dont deux vols dans la journée du 7; deux les 2 et 30 décembre 1981; un le 3 janvier; six les 2, 4, 10, 16, 24 et 27 février et quatre jusqu'au 11 mars 1982, les 4, 8, 10 et 11 mars respectivement.

48. Tous ces vols ont été effectués au-dessus de la côte pacifique du Nicaragua et au large de nos frontières avec le Honduras et le Costa Rica, et je

précise que dix de ces vols ont eu lieu en octobre et dix en novembre 1981, au moment justement où le président Reagan et M. Haig parlaient de la possibilité d'actions militaires décisives et immédiates contre le Nicaragua.

49. Sur quelle règle du droit international le Gouvernement des Etats-Unis se fonde-t-il pour s'arroger le pouvoir d'épier notre territoire et de violer notre espace aérien ?

50. Sachez encore que le Directeur adjoint de la CIA, l'amiral Bobby Inmann, et le Sous-Directeur de la Defense Intelligence Agency du Pentagone, M. John Hughes, ont présenté à la presse et à l'opinion publique américaines de prétendues preuves de l'armement à l'outrance du Nicaragua, reconnaissant par là officiellement leur espionnage du territoire nicaraguayen et prétextant un renforcement militaire démesuré qui est contraire à la réalité.

51. Nos ressources militaires sont les plus modestes de la région; nous n'avons pas de forces aériennes et cependant c'est le Nicaragua qu'on encercle de bases militaires et c'est contre lui qu'on adopte une attitude belliqueuse et hostile permanente, avec avions et navires espions et manœuvres navales. Nous sommes le seul Etat d'Amérique centrale sur lequel pèse la menace permanente de la puissance militaire mondiale des Etats-Unis.

52. La seule supériorité militaire réelle pour la défense de notre patrie réside dans la ferme volonté combative et organisée de notre peuple tout entier puisque nous sommes le seul gouvernement d'Amérique centrale qui puisse en toute confiance distribuer des armes au peuple.

53. Sachez que le Département d'Etat des Etats-Unis, dans un geste puéril tendant à accumuler n'importe quelle preuve pour justifier l'intervention contre le Nicaragua, a présenté à la presse américaine le 12 mars au Département d'Etat le Nicaraguayen Orlando José Tardencillas, prisonnier de l'armée salvadorienne depuis plus d'un an, qui a été transporté des geôles de San Salvador au Département d'Etat dans un acte sans précédent de violation des normes juridiques internationales et du minimum de respect à l'égard de l'indépendance et de la souveraineté de la nation salvadorienne.

54. Les citoyens américains devraient se demander si ces faits ne font pas apparaître de graves violations de leurs propres lois : participation et complicité dans l'enlèvement d'une personne; coercition et menaces pour obliger une personne à mentir et à parler contre son gré; menaces contre la vie et l'intégrité physique d'une personne; connivence et complicité dans la coercition et la torture physique et mentale.

55. Nous voulons porter d'autres faits à votre connaissance : le 14 mars à 22 h 44, deux ponts straté-

giques pour la défense et les communications du pays ont été sabotés à l'aide d'explosifs : le pont sur le Río Negro a été complètement détruit et le pont sur le Río Coco a été considérablement endommagé et les véhicules ne peuvent plus passer.

56. Les deux ponts se trouvent dans des départements situés à la frontière avec le Honduras et ces actions criminelles montrent une fois de plus que la CIA a mis en marche ses opérations clandestines, avec l'approbation du Département d'Etat. Nos affirmations sont d'autant plus fondées que, le 16 mars, le Conseiller du Président des Etats-Unis, M. Edwin Meese, répondant aux questions de journalistes américains qui voulaient savoir si la destruction des ponts signifiait que le plan d'opérations clandestines avait été mis en marche, a répondu : "C'est le genre de fait que nous ne pouvons ni affirmer ni démentir en aucun cas que nous ne pouvons pas, de toute manière, écarter ce que nous pourrions être amenés à faire dans une autre situation." La situation est encore plus grave si nous songeons que, le 15 février, le président Reagan, lorsque le *Washington Post* lui a posé des questions sur l'approbation des plans externes d'opérations politiques et paramilitaires clandestines au Nicaragua, au lieu de nier catégoriquement les faits, a refusé tout commentaire.

57. Il y a plus : un ancien combattant des détachements des "bérets verts" de l'armée des Etats-Unis qui s'est battu au Viet Nam a déclaré à la chaîne de télévision CBS qu'il avait essayé de se faire recruter par son ancien chef militaire des forces spéciales pour participer à des opérations de mercenaires au Nicaragua, avec un contrat de 50 000 dollars pour six mois. Il a ajouté qu'un grand nombre d'anciens "bérets verts" se trouvaient déjà sur place.

58. Sachez que déjà en novembre dernier le Commandement sud des Etats-Unis, qui a son état-major dans la zone du canal de Panama, avait déjà encerclé électroniquement notre pays, il pouvait donc surveiller et contrôler, voire déformer et interrompre toutes les communications sur notre territoire national. Dans cette opération sans précédent en Amérique centrale, des avions de reconnaissance Phantom A-4C ont été utilisés ainsi que des AWACS et des RC-135.

59. Nous voulons que vous sachiez aussi que depuis le mois d'octobre 1981, on a commencé à former dans des camps à l'est de la zone du canal de Panama trois compagnies composées d'anciens gardes somozistes, qui s'entraînent au débarquement aérien et au maintien d'explosifs sous la direction d'instructeurs "bérets verts" de l'armée américaine. Le général Wallace Nutting, chef du Commandement sud, s'est rendu dans ces camps.

60. De même, la zone du canal de Panama, sous l'autorité du Commandement sud, est utilisée par l'armée argentine comme relais aérien entre Buenos Aires et San Salvador pour transporter la brigade

aérienne argentine ainsi que les conseillers, le matériel et l'armement. Depuis quatre mois, il y a eu plus de 45 vols de ce genre. A Fort Gullick, 20 conseillers argentins forment des troupes spéciales salvadoriennes.

61. Ce sont tous ces éléments qui, depuis le 15 mars, nous ont obligés à prendre des mesures exceptionnelles pour défendre l'intégrité et la souveraineté de notre patrie en décrétant l'état d'urgence national.

62. Mais pendant que ces agressions se déroulent, il est juste de reconnaître et de soutenir les efforts déployés depuis plusieurs mois par les gouvernements de la France et du Mexique en vue de trouver une solution politique à la crise que traverse l'Amérique centrale.

63. A ces démarches, il faut ajouter la proposition permanente de négociation globale pour établir la paix dans la région d'Amérique centrale et dans les Caraïbes, proposition faite avec fermeté et dans un esprit latino-américain par le Président du Mexique, José López Portillo, le 21 février à Managua, capitale du Nicaragua.

64. Cette proposition globale considère que les parties indispensables à la recherche d'une solution adéquate à la situation en Amérique centrale sont les Etats-Unis, les forces en lutte à El Salvador, à Cuba et au Nicaragua et a été bien accueillie par le Gouvernement révolutionnaire de Cuba, les révolutionnaires du Front Farabundo Martí de libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire d'El Salvador, et par le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua.

65. Depuis lors, le Gouvernement des Etats-Unis a tenu périodiquement des réunions avec les représentants du Gouvernement du Mexique. Après une première série avec le Secrétaire aux relations extérieures, Jorge Castañeda, M. Alexander Haig a fait une proposition en cinq points tendant à amorcer des conversations avec le Nicaragua après les élections qui doivent avoir lieu le 28 mars en El Salvador.

66. Le seul fait que les Etats-Unis aient annoncé publiquement leur volonté de négocier avec le Nicaragua à partir de ces points pourrait être considéré comme un élément encourageant; mais il est contradictoire que, simultanément, le Gouvernement américain, comme je l'ai montré dans cet exposé, intensifie et multiplie ses actes agressifs et ses opérations de déstabilisation contre le Nicaragua.

67. Nous devons déclarer ici au Conseil qu'au cours des jours avoisinants le 28 mars, date annoncée pour la tenue des élections en El Salvador, les craintes concernant une intervention imminente sont plus que justifiées et, compte tenu des faits antérieurement décrits, nous devons indiquer que, alors même qu'ils annoncent publiquement leur désir de négocier,

les Etats-Unis ont déjà commencé à développer la deuxième option : l'intervention.

68. Indépendamment de ces considérations, les cinq points annoncés par M. Haig ne répondent pas à l'ensemble du problème que pose la recherche de solutions réalistes. Cette proposition ne tient pas compte du fait que le problème fondamental de la crise en Amérique centrale ne réside pas dans ce qui a été avancé sans jamais avoir été prouvé, à savoir que des armes parviendraient aux révolutionnaires salvadoriens par le Nicaragua, alors que les Etats-Unis, de leur côté, fournissent des armes, des avions, des hélicoptères, des conseillers, un appui technique et un entraînement militaire de plus en plus important à l'armée salvadorienne. Il faut au contraire accepter avec le sens des responsabilités le fait que les causes du phénomène résident dans l'injustice qui règne en El Salvador et qu'il est donc urgent de trouver par la voie des négociations le moyen de réaliser les transformations intégrales qu'exige la société salvadorienne.

69. Par ailleurs, il est inconcevable que le pays qui se livre à la course aux armements la plus importante dans l'histoire de l'humanité et qui consacre des sommes énormes aux dépenses militaires vienne nous demander de ne pas satisfaire les besoins minimums pour la défense de notre pays. Le Nicaragua rejette la prétention des Etats-Unis qui voudraient imposer des restrictions humiliantes à nos pouvoirs inaliénables dans le domaine de la défense nationale. Nous sommes certains qu'aucun pays souverain au monde ne pourrait l'accepter. Cette attitude est d'autant plus injustifiée que le Nicaragua, en tant que pays révolutionnaire, a proclamé catégoriquement que jamais il ne prendrait les armes contre un pays frère d'Amérique latine ou des Caraïbes. Et je tiens ici à renouveler cet engagement et à redire que nous sommes toujours disposés à signer des accords et traités de non-agression avec tous les pays de la région.

70. Nous pensons que nous avons tous le devoir de trouver aux problèmes de la région une solution politique par la voie des négociations, et que nous ne devons jamais considérer comme épuisées toutes les possibilités de négociation. Nous estimons que tout notre effort doit tendre à trouver des solutions cohérentes et tenant compte de la réalité, qui nous permettront d'amorcer les négociations immédiatement et sans condition préalable.

71. Sachez que le Gouvernement des Etats-Unis a transformé les élections parlementaires en El Salvador — des élections qui, comme tant d'autres sur le continent se tiennent encore sous la coupe des militaires — en une question qui, d'une manière absurde, serait vitale pour leurs propres intérêts. Mais l'extrême tension qui découle de l'affrontement des forces en conflit dans ce pays au moment des élections ne doit pas conduire le Gouvernement américain à imposer une intervention armée, surtout si les élections comme on le prévoit devaient échouer. Au

contraire, ces circonstances doivent confirmer la nécessité urgente d'une solution politique par la voie de négociations.

72. Les peuples de la région exigent une solution politique négociée; l'opinion publique américaine réclame une solution politique négociée; les peuples d'Amérique latine et les gouvernements dignes réclament une solution politique négociée, les peuples et les gouvernements du monde attendent une solution politique négociée.

73. Nous ne voulons pas nous voir dans l'obligation de résister et de lutter pour vaincre l'intervention étrangère, avec la force que prennent les peuples lorsqu'ils sont envahis, cette force même qui a poussé les Américains, en 1776, à conquérir leur indépendance.

74. Nous ne voulons pas ici accuser, nous voulons simplement réclamer qu'une fois pour toutes il soit mis fin à la politique d'agression, de menace, d'intervention, d'opérations clandestines, d'invasion contre notre pays et contre la région. Qu'on sache et qu'on comprenne enfin que les ressources de l'humanité injustement distribuées sur la planète ne donnent pas aux puissants le droit d'agir contre les faibles et les petits.

75. Enfin, je voudrais résumer cette intervention en quelques points concrets qui ont d'ailleurs déjà été exposés tant dans mon intervention à l'occasion de la trente-sixième session de l'Assemblée générale en octobre 1981 que dans les propositions du Front sandiniste de libération nationale à l'occasion de la Conférence permanente des partis politiques latino-américains, qui s'est tenue à Managua le 19 février. Voici ces points.

76. Premièrement, ni le Nicaragua ni aucun pays de la région de l'Amérique centrale et des Caraïbes ne peut être considéré comme une réserve géopolitique des Etats-Unis ou comme faisant partie de ce qu'ils appellent leurs "frontières stratégiques", notion qui limite l'exercice de notre souveraineté et de notre indépendance.

77. Deuxièmement, le Nicaragua ne peut donc représenter aucune menace pour la sécurité des Etats-Unis. Nous sommes un petit pays, digne, pauvre qui suit une politique de non-alignement sur le plan international. Il ne faut pas confondre les intérêts nationaux du peuple et de la nation américains avec la politique particulière du régime actuel qui veut faire triompher ses propres points de vue, même au prix de la tranquillité et de la sécurité des Américains eux-mêmes et de tout un ensemble de pays qui, comme les nôtres, ont le droit de décider de leur propre destin.

78. Troisièmement, nous sommes prêts à améliorer l'atmosphère des relations avec les Etats-Unis sur la base du respect mutuel et de la reconnaissance sans condition de notre droit à l'autodétermination.

79. Quatrièmement, nous sommes prêts à commencer immédiatement des pourparlers directs et francs avec le Gouvernement des Etats-Unis, même sur le territoire d'un pays tiers qui serait choisi d'un commun accord, afin de parvenir à des résultats concrets.

80. Cinquièmement, les patriotes salvadoriens du Front Farabundo Martí de libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire nous ont autorisés à faire savoir qu'il étaient prêts à commencer immédiatement des négociations sans conditions préalables, renouvelant ici l'appel qu'ils avaient adressé par mon entremise à l'Assemblée générale lors de sa trente-sixième session².

81. Sixièmement, le Gouvernement révolutionnaire de Cuba m'a autorisé à communiquer au Conseil qu'il était prêt, lui aussi, à entamer des négociations dans l'immédiat.

82. Septièmement, le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua, tout comme le Gouvernement de Cuba et les patriotes salvadoriens du Front Farabundo Martí de libération nationale et du Front démocratique révolutionnaire, soutient les initiatives de négociation proposées par le Président du Mexique, M. José López Portillo, le 21 février, à Managua.

83. Huitièmement, le Nicaragua est prêt à signer immédiatement des pactes de non-agression avec tous les pays limitrophes de la région d'Amérique centrale, de façon à garantir la paix et la stabilité intérieure dans la zone.

84. Neuvièmement, le Nicaragua se voit obligé de rejeter la prétention des Etats-Unis qui veulent imposer des restrictions humiliantes à ses prérogatives inaliénables et souveraines concernant sa défense nationale.

85. Nous réclamons par ailleurs du Gouvernement des Etats-Unis qu'il mette immédiatement fin à toute mesure ou tout plan clandestin faisant partie de ceux qui ont été annoncés et dénoncés mais jamais démentis de manière officielle : je veux parler des plans secrets de déstabilisation, d'organisation et de financement de forces paramilitaires avec l'assistance technique et l'entraînement de militaires américains stationnés au Honduras et de militaires de l'armée active ou en retraite provenant d'Argentine et d'autres pays d'Amérique du Sud.

86. Nous exigeons du Gouvernement des Etats-Unis qu'il cesse de se servir du territoire hondurien comme base d'agressions armées et d'opérations terroristes contre notre patrie; qu'il cesse le trafic d'armes et de contre-révolutionnaires entre le territoire des Etats-Unis et le Honduras; qu'il élimine les camps d'entraînement militaire contre-révolutionnaires sur le territoire des Etats-Unis, notamment en Floride; qu'il mette fin à la participation du réseau de renseignements des Etats-Unis au financement, à l'entraîne-

ment et à l'organisation de forces et d'avions clandestins contre notre patrie; qu'il mette fin à la présence de ses navires de guerre dans les eaux de l'Amérique centrale et au large des côtes du Nicaragua; qu'il mette fin au vol des avions espions qui violent l'espace aérien du Nicaragua et qu'il manifeste de manière officielle et explicite sa volonté de ne pas attaquer le Nicaragua et de n'entamer ou n'encourager aucun acte d'intervention directe, indirecte ou clandestine en Amérique centrale.

87. Le Nicaragua réclame du Conseil de sécurité qu'il se prononce explicitement, conformément à la Charte des Nations Unies, sur l'obligation de rechercher par des moyens pacifiques le règlement des problèmes de la région de l'Amérique centrale et des Caraïbes et qu'il rejette les actes de force et les menaces, répudiant toute intervention directe, indirecte ou clandestine en Amérique centrale.

88. Au nom des millions d'hommes tombés dans les guerres de toute l'histoire; au nom des millions d'hommes torturés et assassinés dans les camps de concentration nazis de la seconde guerre mondiale; au nom des milliers de patriotes tombés dans les luttes de libération contre le colonialisme, le racisme et toute forme d'oppression; au nom des patriotes d'Amérique centrale tombés en luttant pour l'indépendance, pour la justice et pour la paix, pour le droit des peuples d'être libres, souverains et indépendants et pour le droit de l'humanité de vouloir la paix et de l'exiger : la paix soit en Amérique centrale !

89. La PRÉSIDENTE (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais informer les membres du Conseil que je viens de recevoir du représentant de l'Argentine une lettre par laquelle il demande à être invité à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ce représentant à participer au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

Sur l'invitation de la Présidente, M. Roca (Argentine) occupe le siège qui lui a été réservé sur le côté de la salle du Conseil.

90. La PRÉSIDENTE (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant faire une déclaration en ma qualité de représentante des ÉTATS-UNIS.

91. Dans sa lettre demandant la convocation de cette réunion [S/14913], le Coordonnateur du Gouvernement du Nicaragua, M. Daniel Ortega Saavedra, a porté certaines accusations extraordinaires contre le Gouvernement des Etats-Unis. Naturellement, nous désirons répondre aux graves accusations portées par M. Ortega contre notre politique et nos intentions, et nous voulons parler de l'état des relations entre nos deux pays.

92. L'essentiel de la plainte de M. Ortega, c'est que les Etats-Unis seraient sur le point d'effectuer une intervention militaire à grande échelle contre son pays. Ainsi, dans la lettre dans laquelle il demande la convocation de cette réunion, il écrit que :

"le risque de plus en plus grand d'une intervention militaire à grande échelle des forces armées des Etats-Unis d'Amérique [constitue] une grave menace pour l'indépendance et la souveraineté des pays d'Amérique centrale et pour la paix et la sécurité internationales."

93. Il parle de la "stratégie interventionniste" des Etats-Unis et de déclarations ainsi que "de mesures concrètes qui indiquent clairement l'intention d'attaquer le Nicaragua et d'intervenir directement en El Salvador".

94. A l'appui de ces accusations, M. Ortega dit que "la répétition systématique de ces déclarations agressives perturbent considérablement le déroulement habituel des relations internationales" et il nous accuse de faire des "déclarations belliqueuses". Les actes des Etats-Unis, affirme M. Ortega, violent la Charte des Nations Unies ainsi que les buts et les principes de l'Organisation et ils "constituent une grave menace pour l'indépendance et la souveraineté des pays d'Amérique central et pour la paix et la sécurité internationales".

95. L'attaque portée par le Nicaragua contre les Etats-Unis n'est pas l'œuvre du hasard, non plus que les accusations faites par le Gouvernement du Nicaragua. Le Gouvernement du Nicaragua a accusé les Etats-Unis d'avoir la sorte de comportement politique dont il est lui-même coupable : interventions à grande échelle dans les affaires intérieures de ses voisins, efforts constants pour renverser par la force et la violence les gouvernements d'Etats voisins, actes d'agression qui troublent la conduite normale des relations internationales dans la région — actes et intentions qui ne sont pas conformes à la Charte des Nations Unies.

96. Ces accusations, aussi extravagantes que non fondées, sont un exemple intéressant de projections, une opération psychologique par laquelle les propres sentiments et intentions d'une personne sont simultanément déniés et attribués — c'est-à-dire projetés — à quelqu'un d'autre.

97. L'hostilité est le sentiment dominant et la projection le mécanisme clef du style paranoïaque de la politique qui, à notre grand regret, caractérise le comportement politique des dirigeants sandinistes depuis leur arrivée au pouvoir. L'objet principal de l'hostilité sandiniste — je le regrette d'autant plus — est le Gouvernement et le peuple des Etats-Unis.

98. La nouvelle élite politique du Nicaragua — qui se dit sandiniste — a bâti un mythe historique pour

justifier sa réclamation du pouvoir absolu. D'après ce mythe, les Etats-Unis sont responsables de tous les problèmes et catastrophes — naturelles ou sociales — dont le Nicaragua a pu être victime. L'hymne sandiniste nous décrit comme l'ennemi de l'humanité et l'idéologie sandiniste nous décrit comme étant implacablement opposés à l'indépendance nationale et au développement économique de tous et à la paix dans le monde. Depuis leur arrivée au pouvoir, les sandinistes prédisent que les Etats-Unis sont sur le point de les envahir. Les Yankees arrivent, répètent-ils; les contre-révolutionnaires nous aurons si nous ne faisons pas taire la critique, si nous ne mobilisons pas la population sous les armes, si nous ne détruisons pas la liberté.

99. L'affirmation totalitaire, qui nous est familière, selon laquelle ils sont entourés d'ennemis à l'intérieur et à l'extérieur a été maintes fois répétée pour justifier l'élimination des adversaires et la concentration du pouvoir dans une très petite élite, au sein d'un parti unique.

100. Au cours des 30 derniers mois, les espoirs du Nicaragua pour une liberté, une démocratie et une sécurité plus grandes, à l'abri de la tyrannie du gouvernement, se sont pratiquement estompés à mesure que les nouveaux dirigeants ont décidé habilement, d'abord d'établir, puis, progressivement, d'exercer le contrôle sur les différents secteurs et institutions de la société nicaraguayenne. L'extension et la consolidation du pouvoir ont suivi le modèle du "coup d'Etat par paliers", pour reprendre la description si appropriée, faite par Konrad Heiden, de la prise du pouvoir presque total par les nazis dans la société allemande.

101. Les dirigeants sandinistes se sont tout d'abord attaqués aux démocrates bourgeois pusillanimes dans leurs rangs. Et, secteur par secteur, ils se sont attaqués à la société nicaraguayenne — s'emparant de stations de radio et de télévision et de journaux, nationalisant de nouvelles industries, resserrant le contrôle de l'économie, s'attaquant aux syndicats indépendants, interdisant à un évêque l'accès à la télévision, organisant et renforçant les comités de défense sandinistes qui apportent la révolution, avec ses exigences, ses récompenses et sa surveillance dans tous les quartiers du Nicaragua.

102. Il y a eu également une expansion extraordinaire et dramatique de l'armée nicaraguayenne et de son rôle international. Aujourd'hui, la milice nicaraguayenne est beaucoup plus nombreuse et plus forte que celle qui renforçait le régime de Somoza et elle renforce une machine politique beaucoup plus perfectionnée que celle de Somoza.

103. En ce qui concerne ce processus de destruction de la société et de politisation des relations humaines, un homme de science politique, décrivant la consoli-

tion du pouvoir nazi dans une seule ville allemande, Thalburg, notait :

“Presque personne à Thalburg, à cette époque, ne s'était rendu compte de ce qui se passait. On ne comprenait pas vraiment ce qui se passerait dans cette ville si Hitler venait au pouvoir; on ne comprenait pas vraiment ce qu'était le nazisme.”

Ce n'est pas plus facile de comprendre ce qui se passe aujourd'hui au Nicaragua. Mais il est clair qu'à chaque étape, les exigences de pouvoir accru de la part du gouvernement ont été accompagnées de nouvelles accusations selon lesquelles il aurait des ennemis à l'extérieur et à l'intérieur.

104. Nous devons faire face, au Nicaragua, à un type connu de propos ambigus avec lesquels les dirigeants totalitaires et prétendus totalitaires de notre époque s'attaquent à la réalité pour s'efforcer de nous persuader, et de se persuader eux-mêmes tout aussi bien sans aucun doute, que faire la guerre c'est chercher la paix, que la répression c'est la libération, que la liberté de la presse est une presse très soigneusement contrôlée. Ainsi, le 19 février, le commandant Ortega, que nous venons d'entendre, a affirmé solennellement à la séance d'ouverture d'une conférence internationale, la Conférence permanente des partis politiques latino-américains, que le transfert forcé et violent des Indiens Mosquitos n'avait évidemment été exécuté que pour protéger leurs droits de l'homme.

105. Les évêques du Nicaragua ont décrit, dans leur déclaration du 18 février, ces transferts forcés comme étant “de graves violations des droits de l'homme de particuliers, de familles et de populations entières”. Les évêques du Nicaragua ont dit que cela comprenait :

“les déplacements de particuliers par des opérations militaires, sans avertissement et sans dialogue objectif; des marches forcées, sans tenir suffisamment compte des personnes faibles, âgées, des femmes et des enfants; les accusations de collaboration avec la contre-révolution portées contre tous les habitants de certaines villes; la destruction de maisons, de biens et d'animaux domestiques; la mort d'individus dans des circonstances qui, à notre grand regret, nous rappellent le drame d'autres populations de notre région.”

106. Etant donné ce type de répression, de tromperie et d'accusations, je suppose qu'on ne devrait pas être étonné que, la semaine dernière, le commandant Ortega ait porté de nouvelles accusations contre le Gouvernement des Etats-Unis au moment précis où le Nicaragua a suspendu sa constitution et promulgué une nouvelle loi d'urgence nationale qui menace d'éliminer la liberté limitée et le pluralisme réduit qui existent encore dans le pays. Cette nouvelle loi d'urgence nationale prévoit que toute discussion, au Conseil d'Etat contrôlé par les sandinistes, des lois

envisagées pour régir les médias et les partis politiques soit suspendue. Elle prévoit que le Ministre de l'intérieur peut faire un nombre non spécifié d'arrestations préventives de personnes soupçonnées d'avoir des liens avec les contre-révolutionnaires. En vertu de ce décret, Radio-Catolica a interrompu ses émissions indéfiniment, et toutes les émissions d'informations de radio, à l'exception des informations officielles, sont interdites. Le seul journal qui soit encore indépendant au Nicaragua — *La Prensa* — et tous les autres médias ont été priés de soumettre préalablement leurs informations à la censure. Hier, *La Prensa* n'a pu paraître, puisque plus de 50 p. 100 des articles n'ont pas passé à la censure.

107. En vertu de la nouvelle loi d'urgence, les dirigeants politiques de l'opposition ont été informés qu'ils ne pouvaient pas quitter le pays. Le passeport de l'un d'entre eux a été saisi lorsqu'il essayait de partir à l'étranger pour un voyage de routine. Au titre de la nouvelle loi, un “impôt patriotique” doit être imposé aux milieux d'affaires pour aider à financer la dernière campagne de mobilisation.

108. Ainsi la dialectique de la révolution se déploie au Nicaragua; la libération a déjà produit son antithèse dans le Nicaragua sandiniste. Les arguments anciens et éculés sont invoqués pour justifier une répression nouvelle, plus efficace.

109. Le nouveau Gouvernement du Nicaragua aurait pu satisfaire les aspirations à la paix de son peuple au lieu de lui livrer la guerre; il aurait aussi pu accepter l'offre d'amitié des Etats-Unis. Les choses n'avaient pas besoin d'être ce qu'elles sont. Le Gouvernement des Etats-Unis ne s'est pas, en fait, opposé à l'arrivée au pouvoir des sandinistes et il n'a pas essayé de les empêcher de consolider leur pouvoir.

110. Bien au contraire : avec notre aide, le Gouvernement du Nicaragua a reçu plus de prêts en deux ans de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement que le gouvernement Somoza n'en a reçu en aucune décade. Pendant les 18 premiers mois de son existence, le Gouvernement des Etats-Unis a fourni au Gouvernement du Nicaragua une aide économique supérieure à celle fournie par tout autre gouvernement. Le fait que le Gouvernement des Etats-Unis ait donné aux sandinistes un appui moral et politique à des moments cruciaux de la guerre civile, qu'il ait mis fin à l'approvisionnement en armes, en munitions et en essence de leurs adversaires et contribué aux négociations relatives au départ de Somoza et d'Urcuyo n'a pas changé l'optique des dirigeants sandinistes à l'égard de l'attitude des Etats-Unis, pas plus d'ailleurs que n'y sont parvenus la loi passée précipitamment par le Congrès accordant une aide supplémentaire de 75 millions de dollars destinée au relèvement du Nicaragua ni l'appui actif et continu fourni par les Etats-Unis aux demandes de crédit présentées par le Nicaragua aux institutions de prêts internationales.

111. On aurait pu espérer, et en fait nous espérons, que l'appui reçu des Etats-Unis amènerait les dirigeants sandinistes à revoir leur attitude hostile à l'égard de notre gouvernement. Hélas, cela n'a pas été le cas. Par ses actes et ses paroles, le Gouvernement des Etats-Unis — le Congrès comme le pouvoir exécutif — a prouvé non seulement qu'il respectait la souveraineté du processus politique du Nicaragua et le droit des Nicaraguayens de choisir leur propre gouvernement, mais qu'il était animé du désir positif et sincère d'aider le Gouvernement nicaraguayen à surmonter les ravages résultant de la guerre civile. Malheureusement, l'idéologie sandiniste l'a emporté sur les réalités de l'assistance des Etats-Unis. Le fait que les Etats-Unis aient favorisé la reconstruction économique et l'indépendance nationale de ce pays s'est imposé moins fortement dans l'esprit des dirigeants du Nicaragua que le stéréotype suivant lequel nous demeurons l'ennemi yankee de l'humanité.

112. Comme d'autres qui au cours de ce siècle se sont emparés du pouvoir par la force, les dirigeants sandinistes sont hantés par l'idée qu'ils seront les victimes d'intrigues violentes identiques à celles qui les ont aidés à s'emparer et à exercer le pouvoir. Ils sont hantés par la peur que leurs voisins les traitent de la même manière qu'ils ont eux-mêmes systématiquement traité leurs voisins.

113. En fait, c'est lui, le Gouvernement du Nicaragua, qui cherche systématiquement à subvertir et à renverser les gouvernements voisins, et El Salvador a eu le malheur d'en être la principale cible.

114. Un système d'appui clandestin créé en 1978, au moment où la guerre civile continuait de faire rage au Nicaragua, a continué de fonctionner après la chute de Somoza en juillet 1979, et la cible nouvelle est devenue El Salvador. L'existence de ce système a été niée vigoureusement et à maintes reprises par les porte-paroles nicaraguayens et cubains, bien qu'il soit parfaitement clair que ces démentis sont faux.

115. Le Nicaragua dispose d'un système d'appui composé de trois principaux éléments : un approvisionnement en armes, un entraînement, un commandement et un encadrement venant de l'extérieur. Peu de semaines après la chute du gouvernement Somoza, en juillet 1979, les sandinistes ont commencé à apporter coopération et aide aux insurgés salvadoriens en établissant des camps d'entraînement et en mettant sur pied un réseau d'approvisionnement en armes. Ce système clandestin à l'origine se fondait sur le marché noir local et des ressources relativement limitées. En 1980, à la suite de réunions à La Havane qui ont contribué à unifier les marxistes salvadoriens sous un commandement militaire unique, les dirigeants sandinistes ont accepté de canaliser un trafic d'armes d'une ampleur sans précédent et dont l'origine se situe hors de notre hémisphère. Ce réseau existe toujours.

116. Les armes et munitions destinées aux insurgés salvadoriens parviennent au Nicaragua sur des bateaux et parfois même sur des avions en provenance directe de La Havane. Trois bateaux nicaraguayens, le *Monimbo*, l'*Aracely* et le *Nicarao*, transportent fréquemment des armes et des munitions en provenance de Cuba vers le Nicaragua. Le quartier général des insurgés salvadoriens, situé près de Managua, s'occupe de faire passer ces envois en El Salvador. Le moment choisi pour les opérations de réapprovisionnement est ordonné en fonction du niveau du combat envisagé car préalablement à chacun des combats on peut détecter de nouvelles livraisons d'armes importantes.

117. Lorsqu'un envoi d'armes clandestin est capturé ou qu'une cache d'armes et d'approvisionnement terroriste est découverte, il est souvent impossible de savoir avec certitude si les destinataires finals sont des Guatemaltèques, des Honduriens, des Costa-Riciens ou des Salvadoriens, étant donné que les réseaux de fournitures d'armes établis par Cuba et le Nicaragua acheminent des armements meurtriers aux guérilleros et aux terroristes de quatre pays.

118. Quelques exemples choisis parmi d'autres illustreront ces techniques d'acheminement clandestin et indiqueront les voies choisies.

119. Examinons tout d'abord l'acheminement aérien. L'aérodrome de Papalonal fournit un clair exemple d'un transport aérien direct d'armes destinés aux guérilleros d'El Salvador en provenance du Nicaragua. Papalonal est une zone peu développée sur le plan commercial qui se trouve à 42 kilomètres au nord-ouest de Managua, dont l'accès n'est possible que par des chemins de terre battue. En juillet 1980, l'aérodrome n'était qu'une piste de terre battue d'environ 800 mètres de long, mais au début de 1981 cette piste a été allongée de moitié pour atteindre quelque 1 200 mètres et aménagée à chaque extrémité pour permettre de tourner. Une aire de stationnement à dispersion — trait caractéristique des aérodromes militaires — a été construite à l'extrémité ouest de la piste. Trois aires de stationnement ont été dégagées et six hangars et entrepôts y ont été bâtis. Les hangars sont utilisés pour entreposer les armes destinées aux guérilleros salvadoriens. Des vols de C-47 en provenance de cette base aérienne sont les mêmes que ceux vus en El Salvador et on a identifié au Nicaragua plusieurs pilotes comme étant ceux qui faisaient régulièrement le trajet vers El Salvador. Cette voie d'acheminement a été fermée en mars 1981, mais d'autres moyens ont été trouvés en dépit des difficultés croissantes rencontrées par le Nicaragua pour recruter des pilotes pour ce travail particulièrement dangereux.

120. La livraison d'armes par terre à partir du Nicaragua passe par le Honduras. On a pu détecter plusieurs de ces trafics d'armes. Les autorités du Honduras ont intercepté diverses cargaisons d'armes provenant du Nicaragua et cachées au Honduras. Au

début de janvier 1981, par exemple, la police du Honduras a arrêté six personnes qui déchargeaient des armes d'un camion en provenance du Nicaragua. Les six ont avoué être des Salvadoriens, membres de la Commission d'appui international des forces populaires salvadoriennes. Ils étaient en possession d'un grand nombre de pièces d'identité et de passeports honduriens, costa-riciens et salvadoriens faux ou trafiqués. Ce camion contenait, entre autres, plus de 100 fusils automatiques M-16 et AR-15, 50 cartouches pour mortiers de 81 mm, environ 100 000 cartouches de 5,56 mm, des munitions pour mitraillettes et des havresacs.

121. En avril 1981, les autorités du Honduras ont intercepté un camion-remorque qui était entré au Honduras à El Guasaule en provenance du Nicaragua. Apparemment, ce camion se rendait au Guatemala. Des munitions et du matériel de propagande étaient cachés à l'intérieur des parois de la remorque. Les mêmes trafiquants d'armes occupaient un entrepôt à Tegucigalpa, au Honduras, dont le double plancher et le sous-sol agencé spécialement permettaient d'entreposer des armes.

122. Une commission législative spéciale créée en juin 1980 par l'administration costa-ricienne a confirmé dans un rapport publié en mai 1981 qu'il existait un réseau clandestin d'acheminement d'armes entre Costa Rica et le Nicaragua qui datait de la guerre civile au Nicaragua et qui continuait d'opérer entre le Costa Rica et El Salvador depuis que les sandinistes avaient pris le pouvoir au Nicaragua.

123. En avril et en juillet 1981, les forces de sécurité du Guatemala ont capturé une quantité importante d'armes dissimulées dans la ville du Guatemala. Plusieurs des véhicules, ainsi capturés à Guatemala portaient des marques de douane récentes provenant du Nicaragua, ce qui indiquait que cette opération faisait partie d'un réseau bien établi.

124. Au cours des trois derniers mois, les livraisons d'armes en El Salvador ont atteint une ampleur sans précédent, dont la moyenne dépasse de loin le volume enregistré au cours de la soi-disant offensive finale de l'année dernière. Le courant récent d'armes nicaraguo-cubain en direction d'El Salvador a mis en relief le fait qu'il existait des routes maritimes et, une fois encore, des itinéraires terrestres à travers le Honduras.

125. Le mois dernier, un groupe de guérilleros salvadoriens a pris livraison d'une cargaison importante d'armes, qui était arrivée par mer du Nicaragua, sur la côte d'Usulután.

126. Le 15 mars 1982, la police judiciaire costa-ricienne a annoncé la découverte d'une maison, à San José, où elle avait trouvé une cache considérable d'armes, d'explosifs, d'uniformes, de passeports et de documents, avec des sceaux d'immigration falsifiés de

plus de 30 pays, et des véhicules équipés de compartiments secrets, le tout lié à un trafic d'armes en cours, à travers le territoire du Costa Rica, à destination des guérilleros salvadoriens. Neuf personnes ont été arrêtées : des Salvadoriens, des Nicaraguayens, un Argentin, un Chilien et un Costa-Ricien. Jusqu'ici, la police du Costa Rica a saisi 13 véhicules destinés à la contrebande d'armes. La police a confisqué de 150 à 175 armes, allant de mousquets à des mitraillettes, du TNT, des grenades à fragmentation, un lance-grenades, des munitions et 500 uniformes de campagne. L'un des terroristes capturés a dit à la police que les armes et les autres marchandises devaient être livrées aux guérilleros salvadoriens avant le 20 mars, "pour les élections".

127. L'assistance fraternelle du Nicaragua à ses voisins n'est pas limitée aux armes. Elle comprend aussi l'entraînement. Cette formation politique et militaire à la fois nicaraguayenne et cubaine est à la base de l'emploi d'armes par les guérilleros qui opèrent en El Salvador et ailleurs en Amérique centrale.

128. Depuis la mi-1980 au moins, des guérilleros salvadoriens ont été formés au Nicaragua aux tactiques militaires, ont appris à utiliser armes, communications et explosifs dans des écoles temporaires d'entraînement disséminées dans tout le pays et dans les bases militaires sandinistes, qui sont très nombreuses. Dans plusieurs sites militaires du Nicaragua, des Salvadoriens reçoivent une formation sous la direction de conseillers étrangers, cubains ou autres. Pour un entraînement plus spécialisé, on envoie des guérilleros du Nicaragua à Cuba. On leur fournit de faux papiers d'identité pour les aider à transiter par des pays tiers. Les guérilleros formés à Cuba retournent en El Salvador en passant par le Nicaragua. On a pu se rendre compte des effets de cet entraînement lors des attaques contre l'aérodrome d'Ilopango en janvier 1982 et le pont d'El Oro en octobre 1981, en El Salvador. Ces deux attaques ont été perpétrées par des saboteurs qui jouissaient de tous les avantages d'une aide très sophistiquée.

129. La police hondurienne a fait une descente dans une cache du Front morazaniste pour la libération du Honduras le 27 novembre 1981 à Tegucigalpa; pendant que la police hondurienne était sur place, des coups de feu ont été échangés, mais la police n'en a pas moins capturé plusieurs membres du groupe. Rappelons-nous qu'il s'agit du Front de libération du Honduras maintenant. La générosité du Nicaragua envers ses voisins n'a pas de limites. Cette cellule du Front morazaniste abritait un Hondurien, un Uruguayen et plusieurs Nicaraguayens. Les membres du groupe fait prisonniers ont dit aux autorités honduriennes que le Gouvernement du Nicaragua leur avait fourni des fonds pour leurs frais de voyage, et des explosifs. Les documents qui ont été pris et les déclarations faites par d'autres prisonniers ont permis d'établir en outre que le groupe avait été formé au Nicaragua sur l'instigation

de hauts dirigeants sandinistes; que le chef des opérations du groupe résidait à Managua; que les membres du groupe recevaient une formation militaire au Nicaragua et à Cuba et que les guérilleros d'une cache étaient responsables du transport d'armes et de munitions d'Esteli, au Nicaragua, jusqu'au Honduras. Le Nicaragua fournit à ses voisins d'autres facilités de commandement et de contrôle.

130. Le Ministre de la sécurité sociale du Nicaragua, Antonio Befred, d'ailleurs a dit à des journalistes à Lima, la semaine dernière, que des "volontaires" nicaraguayens étaient allés en El Salvador pour se battre aux côtés des guérilleros. Peut-être voudrait-on nous faire croire que la présence près de Managua du quartier général du commandement militaire des guérilleros salvadoriens est aussi la manifestation de l'existence de "volontaires". En fait, la planification des opérations de guérilla en El Salvador émane de ce quartier général où des officiers nicaraguayens assurent une grande partie du commandement et du contrôle. Le quartier général coordonne le soutien logistique aux insurgés : fourniture d'aliments, de médicaments, de vêtements, d'argent et, ce qu'il y a de plus important, bien entendu, d'armes et de munitions. Le quartier général, au Nicaragua, décide des endroits où porteront les attaques et coordonne les livraisons de fournitures. Les directives parviennent aux unités de guérilleros largement disséminées en El Salvador. Le *modus operandi* n'est que trop clair; il est toujours en vigueur aujourd'hui.

131. Nous souhaitons vivement que le Gouvernement nicaraguayen cesse de vouloir exercer une répression contre son propre peuple et renverser les gouvernements voisins. Franchement, nous pensons qu'il le ferait. Nous avons été quelque peu surpris qu'il décide d'essayer d'étendre et d'aggraver à ce moment le conflit régional. Il prétend avoir pris cette décision parce qu'il craint une invasion des Etats-Unis. C'est là, bien entendu, une accusation ridicule. Les Etats-Unis ne sont pas sur le point d'envahir quelque pays que ce soit et c'est ce que nous avons dit à tous les échelons du gouvernement, de tout temps et en maintes occasions.

132. Il est vrai que le Gouvernement des Etats-Unis, une fois qu'il eut compris les intentions du Nicaragua et connu ses actions, a ordonné des survols pour la sauvegarde de notre propre sécurité et de celle d'autres Etats menacés par le gouvernement sandiniste. Ces survols, effectués par des avions non porteurs d'armes volant à haute altitude, dans le but unique et exprès de vérifier les nouvelles reçues relatives à des interventions nicaraguayennes, ne sont pas une menace à la paix et à la stabilité de la région, tout au contraire. La menace à la paix et à la sécurité de la région réside dans les activités dont les photographies portent témoignage. On comprend fort bien pourquoi le Gouvernement nicaraguayen aimerait mieux que ces photographies n'existent pas. Franchement, l'appel adressé au Conseil par le Nicaragua

en un tel moment surprend et déconcerte le Gouvernement des Etats-Unis.

133. Comme la plupart des membres du Conseil le savent, les accusations spécieuses du commandant Ortega viennent à un moment où, avec d'autres, nous recherchons activement une base de règlement pacifique des divergences qui existent entre les parties en cause. La semaine dernière encore, le Gouvernement du Nicaragua s'est déclaré désireux de négocier. Mais ensuite, après la visite à Cuba de deux membres de haut rang du gouvernement, il a demandé la convocation de cette réunion du Conseil pour faire état d'accusations sans fondement dans cette instance des plus publiques et des plus importantes.

134. Les Etats-Unis veulent la paix en Amérique centrale. A plusieurs reprises, nous avons essayé de rechercher avec le Nicaragua les moyens d'alléger la tension dans la région. Nous avons soumis des propositions au Gouvernement nicaraguayen et nous n'avons reçu aucune réponse. Le gouvernement a réagi l'an dernier, une fois au pouvoir, comme il l'a fait aujourd'hui, en envoyant Daniel Ortega à l'Organisation des Nations Unies pour attaquer les Etats-Unis.

135. Dès que l'actuel Gouvernement des Etats-Unis fut arrivé au pouvoir, le Secrétaire d'Etat adjoint Thomas Enders est allé à Managua pour essayer d'entrer en communication avec les chefs du Gouvernement du Nicaragua afin de proposer une solution à l'effrontement, de leur demander de limiter leurs préparatifs militaires et de cesser leurs interventions dans les pays voisins. A l'époque, nous avons soumis un ordre du jour concret à discuter. Nous nous sommes offerts à tenir compte de leurs préoccupations et nous leur avons demandé de tenir compte des nôtres. Nous avons aussi accepté de nous abstenir de toute rhétorique publique pendant que la proposition était à l'examen.

136. La réaction ne s'est pas fait attendre. Un mois plus tard, le 15 septembre, Humberto Ortega a fait à Managua un discours dans lequel il vilipendait les Etats-Unis. Le 7 octobre, le Coordonnateur du Conseil du Nicaragua, Daniel Ortega, a fait une allocution à l'Assemblée générale dans laquelle il attaquait les Etats-Unis pour être intervenus dans le passé en Amérique centrale et nous accusait d'être la cause de tous les problèmes du monde, pratiquement depuis l'aube de l'histoire.

137. Au cours des dernières semaines, notre Secrétaire d'Etat a rencontré le Secrétaire aux relations extérieures du Mexique dans une autre tentative pour entamer un dialogue significatif avec les Nicaraguayens. Et comment le Nicaragua a-t-il réagi une fois de plus ? En envoyant M. Ortega à l'Organisation des Nations, apparemment pour rechercher une victoire de propagande, apparemment dans le but d'envenimer le conflit.

138. Le Gouvernement nicaraguayen a déclaré qu'il veut la paix; il a déclaré qu'il souhaite avoir de meilleures relations avec les Etats-Unis. Mais, malheureusement, ses actes ne correspondent pas à ses déclarations. Si le Gouvernement nicaraguayen avait vraiment l'intention d'atténuer les tensions, continuerait-il d'utiliser son territoire pour acheminer du matériel de guerre servant à déstabiliser le Gouvernement d'El Salvador? Aurait-il entrepris une campagne de violence systématique contre ses propres communautés indiennes, en déplaçant quelque 25 000 Indiens de leurs foyers ancestraux sous le prétexte de vouloir les protéger d'un voisin démocratique et pacifique, le Honduras? Aurait-il doublé le nombre de conseillers militaires cubains au cours de l'année écoulée? Aurait-il continué de chercher à augmenter ses forces militaires et ses arsenaux? Aurait-il proclamé l'état de siège pour son propre peuple, éliminant ainsi effectivement l'opposition? Et, ce qui est encore plus important, continuerait-il de façon incessante à acheminer des armes vers El Salvador, augmentant même le volume des armes et des munitions ainsi que la propagande, à un moment où le peuple d'El Salvador avait une occasion unique de faire connaître ses vues?

139. Etant donné l'histoire des relations des Etats-Unis avec l'actuel Gouvernement du Nicaragua, il est aisé de comprendre que nous soyons quelque peu sceptiques lorsqu'il déclare qu'il veut la paix ou qu'il souhaite avoir de meilleures relations avec notre pays. Comment peut-on concilier cet intérêt proclamé pour la paix avec la déclaration du commandant Humberto Ortega lorsqu'il dit que l'oppression devrait être pendue aux réverbères, ou avec la déclaration du commandant Baillardo Arce lorsqu'il dit que le Gouvernement nicaraguayen continuera d'envoyer des armes en El Salvador, quoi que nous fassions ou disions ou quoi que quiconque fasse ou dise?

140. Néanmoins, en dépit de ces réactions brutales du Gouvernement du Nicaragua, les Etats-Unis ont offert plusieurs fois d'entamer un dialogue. Le secrétaire d'Etat Haig l'a répété lors de la onzième session de l'Assemblée générale de l'OEA, tenue à Sainte-Lucie du 2 au 11 décembre 1981, lorsqu'il a dit :

"Les Etats-Unis ont fait des propositions au Nicaragua en vue de normaliser les relations. Si le Nicaragua tient compte de nos préoccupations en ce qui concerne l'intervention et la militarisation, nous serons prêts à tenir compte de ses préoccupations. Nous ne fermons pas la porte à la recherche de relations normalisées".

Le Gouvernement nicaraguayen n'a pas répondu à cette offre.

141. Le 24 février, le président Reagan, dans une déclaration relative à l'idée de l'initiative pour le bassin des Caraïbes, disait :

"Nous ne cherchons à exclure personne des avantages de [cette initiative]. Certains, cependant, se sont détournés de leurs voisins américains et de leur patrimoine. Qu'ils reviennent aux traditions et aux valeurs communes de cet hémisphère, et nous les accueillerons avec plaisir. C'est à eux de décider".

142. Enfin, il y a quelques semaines à peine, le Président du Mexique a offert ses bons offices pour essayer de réduire les tensions entre le Nicaragua et les Etats-Unis. Nous nous sommes félicités de cette initiative. Dans une conférence de presse tenue à New York le 15 mars, le secrétaire d'Etat Haig a rappelé les cinq points qui, à notre avis, peuvent servir de base à une amélioration considérable des relations entre le Gouvernement des Etats-Unis et du Nicaragua. Ces points avaient précédemment été communiqués au Gouvernement du Nicaragua : la promesse réciproque, au niveau le plus haut, de réaffirmer nos engagements aux termes du Traité de Rio⁵ en ce qui concerne la non-intervention et la non-agression; l'engagement politique des Etats-Unis concernant les activités des exilés nicaraguayens aux Etats-Unis et l'application de la loi sur la neutralité aux Etats-Unis; l'engagement, à l'échelle régionale, de ne pas importer d'armes offensives lourdes et de réduire le nombre de conseillers militaires étrangers à un niveau raisonnablement bas; une proposition au Congrès des Etats-Unis en vue de renouveler l'aide des Etats-Unis au Nicaragua et des mesures prises par les Nicaraguayens pour quitter El Salvador — pour démanteler leurs opérations de commandement et de contrôle, leurs opérations logistiques, y compris la fourniture d'armes et de munitions, et leurs camps d'entraînement.

143. Et au moment même où les représentants des Gouvernements des Etats-Unis et du Mexique se consultent sur cette initiative, le Gouvernement du Nicaragua, parfaitement au courant de ce qui se passe, agit une fois de plus d'une façon qui ne peut que faire augmenter les tensions et non les atténuer.

144. Bien que le Gouvernement des Etats-Unis considère les actes du Nicaragua comme étonnants — et qu'il les regrette — il ne s'est pas opéré au désir du Gouvernement du Nicaragua de se faire entendre en cette instance, bien que le Gouvernement du Nicaragua, pour une raison ou pour une autre, ait choisi d'ignorer des procédures bien établies tant dans la Charte des Nations Unies qui dans la Charte de l'Organisation des Etats américains. Comme les membres du Conseil le savent, l'Article 52 de la Charte des Nations Unies encourage les efforts pour parvenir au règlement pacifique des différends par des accords régionaux et leur donne la priorité. L'Article 23 de la Charte de l'Organisation des Etats américains indique quel doit être le rôle de l'OEA dans le règlement des différends régionaux avant que ces différends ne soient renvoyés à notre instance.

145. Le Gouvernement du Nicaragua devrait être parmi les premiers à se rappeler l'existence, au titre de

l'OEA, de la dix-septième Réunion de consultation des Ministres des affaires étrangères, où, en 1978 et 1979, on a examiné les événements d'Amérique centrale qui menaçaient la paix de la région. En fait, en 1979, le Gouvernement nicaraguayen avait qualifié la résolution adoptée à la dix-septième réunion de consultation comme étant "historique sur tous les plans". Cette réunion n'a jamais pris fin. La question de l'Amérique centrale continue d'être examinée par l'OEA. Hier seulement, au Conseil permanent de l'OEA, le Ministre des relations extérieures du Honduras a présenté des propositions sérieuses relatives aux efforts pour instaurer la paix en Amérique centrale.

146. L'OEA non seulement a juridiction en la matière, conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies et de la Charte de l'Organisation des États américains, mais elle est aussi officiellement saisie de la question. Il est clair que l'OEA est l'instance appropriée et principale pour l'examen des questions soulevées par le Nicaragua.

147. Une fois de plus, nous lançons un appel au Gouvernement du Nicaragua pour qu'il se joigne à nous et aux autres gouvernements voisins dans les efforts faits pour résoudre les différends, mettre fin aux interventions et assurer la paix dans notre hémisphère.

La séance est levée à 13 h 20.

NOTES

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-sixième session, Séances plénières, 29^e séance.

² *Ibid.*, par. 55.

³ États-Unis d'Amérique. *Department of State Bulletin*, vol. 82, n° 2058 (Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, janvier 1982), p. 6.

⁴ *Ibid.*, n° 2061 (Washington, D.C., U.S. Government Printing Office, avril 1982), p. 5.

⁵ Traité interaméricain d'assistance mutuelle (Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 21, n° 324), p. 3.

كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تتعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

如何获取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经销处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.
